

Flashinfo

Les retraité-e-s dans la rue en octobre... Et en force début décembre !

La dynamique est là ! Depuis juin, tracts, coups de téléphone, réunions de syndiqué-e-s se sont multipliés pour gagner la mobilisation. Efficaces car les retraité-e-s ont répondu présent-e-s malgré les inquiétudes engendrées notamment par le confinement. Le 1^{er} octobre, 900 retraité-e-s FAPT recensé-e-s sur les 35 départements qui ont déjà fournis les informations et 136 rassemblements sur tout le territoire. Et les retraités étaient aussi en nombre le 5 aux côtés des actives et actifs.

LSR fête les 75 ans de la Sécurité Sociale cette semaine. Le Plan de Financement de la Sécu, PFLSS 2022 poursuit les attaques alors que nous étions en droit d'attendre qu'il prenne toute la mesure de cette crise et se donne des moyens à la hauteur des enjeux. La 5^{ème} branche de la Sécu dédiée à la perte d'autonomie est le cheval de Troie du gouvernement pour transformer la Sécurité sociale en un système à l'américaine financé et géré par l'impôt.

Il proposerait, à terme, une protection minimale sous forme d'assistance aux plus précaires, laissant ainsi la part belle aux assureurs. Le projet de centralisation du recouvrement des cotisations sociales, notamment retraites, par les URSSAF à la place de la Caisse des Dépôts, montre que le gouvernement ne renonce pas à son projet néfaste. Le projet dit PPL Mesnier veut étatiser et faire encore reculer la démocratie sociale dans la gestion de notre Sécurité Sociale.

Et, malgré les prix galopants, il n'est toujours pas prévu d'augmentation des retraites.

Les coups sont rudes. Gardons notre cap : portons nos revendications et défendons notre Sécu, le service public de proximité, notre pouvoir d'achat. Les actions d'octobre sont un tremplin pour préparer et gagner une puissante journée d'action début décembre à Paris !



Syndicalisation :

AG et congrès de section reprennent : une quinzaine sont d'ores et déjà en cours de réalisation. Echanges, débats même parfois vifs, propositions, décisions d'actions et d'organisation, convivialité sont au rendez-vous. Chacun-e s'enrichit des autres... Et aussi la CGT.

Hausse du SMIC ! et les retraites ?

Il s'agit d'une revalorisation automatique prévue par le Code du travail en cas d'inflation supérieure à 2 %.

« Donner un coup de pouce au SMIC reviendrait à donner un coup de canif au redressement de l'emploi » selon Bruno Lemaire. L'inflation impacte tout le monde. Il y a donc urgence à augmenter le smic et l'ensemble des salaires ainsi que les retraites.

Luttes gagnantes

A Mâcon PPDC et Tournus distri, ils et elles ont lutté et obtenu des résultats : CDD en CDI, renforts, nouveau pesage des tournées, réorganisation reportée, paiement des heures sup, révision des cycles de travail, comblement de PT, etc.

Retraites complémentaires : la CGT ne signe pas un accord pénalisant actifs et retraité-e-s

Les signataires de l'avenant Agirc-Arrco de 2019, minoritaires, font payer

aux retraités les conséquences de la crise ! La sous-indexation du point affecte les pensions versées et les futurs droits retraités. De 2011 à 2019, la pension des O&E a diminué de 8,4 %, celle des cadres de 17,9 %.

Un fonctionnement « à cotisations définies » offre un tremplin gouvernemental à la capitalisation.

Des ressources supplémentaires sont possibles en :

- équilibrant financièrement l'égalité femmes/hommes
- taxant les revenus financiers des entreprises en Bourse.

Aides à domicile : restons mobilisé-e-s

Des centaines se sont mobilisé-e-s le 23 septembre avec la CGT : elles et ils revendiquent la reconnaissance du métier et de la pénibilité, une revalorisation immédiate des salaires, de meilleures conditions de travail.

L'accompagnement de la perte d'autonomie doit relever d'un grand service public intégrant l'aide et le maintien à domicile, avec un nouveau droit dans la branche maladie de la Sécu financé par les cotisations sociales.

Chômage : la réalité n'est pas celle dépeinte par le gouvernement

Prétendre que le chômage baisse, en n'examinant que la catégorie A est mensonger. Le nombre total d'inscrits est toujours aussi élevé, plus de 6 millions, sans compter ceux qui ont renoncé à s'inscrire par manque de perspectives d'emploi. La ministre du travail prétend qu'un million d'offres d'emploi ne sont pas pourvues en généralisant la pénurie à tous les secteurs professionnels alors qu'elle est limitée à quelques catégories d'emplois qualifiés et à des métiers en tension car mal payés et aux conditions de travail dégradées. En fait, il y a 13 fois moins d'emplois que d'offres disponibles.

Réforme de l'assurance chômage: une inanité.

3 reports, un avis défavorable du Conseil d'Etat, une suspension en Référé ne calment pas ce gouvernement. Par décret, il passe en force, durcit les droits des allocataires Le patronat jubile. Dans l'unité syndicale le Conseil d'Etat est saisi.

La Cgt appelle à des actions pour stopper cette régression sociale.

A.Z.F. Toulouse, les risques industriels demeurent.

Nous gardons à l'esprit la catastrophe de l'usine AZF faisant 31 morts, 20 000 blessés en 2001. Aux questions des risques, le gouvernement répond par des assouplissements aux règles.

La CGT, elle, exige de les renforcer pour

stopper les industriels jouant avec la vie des salariés, des riverains, de la planète.

Energie

La hausse des prix de l'énergie (gaz, électricité, carburant) est le résultat d'une plus forte demande et d'une limitation de la production. En France, le prix de l'essence SP95 a augmenté de 15%. Le prix du gaz est passé en 1 an, de 18€ le MWh à 68€ au 1/1/2022. Il faut baisser immédiatement la TVA de 20% à 5,5% sur l'électricité comme le font nombre de pays, en Europe. L'énergie, comme la santé ou le logement, est un bien commun et doit sortir de la loi du marché.

La CGT revendique un pôle public de l'énergie avec pour priorité la réponse aux besoins de la population.

Une rentrée universitaire inégalitaire.

Le plateforme Parcoursup de préinscription post bac ou après une licence, dénoncée par le Défenseur des droits, la Cour des comptes et le Conseil constitutionnel, laisse des étudiant-e-s sans affectation ou dans des formations non choisies où il reste de la place. On est dans une logique d'offre et de demande, de traitement des flux.

Pour la CGT, le système éducatif doit retrouver son sens de service public national.

Antiracisme fiche

Une nébuleuse d'extrême droite fiche sur son site des militants antiracistes, dont des syndicalistes. La CNIL s'est autosaisie et ouvre une enquête. De tels agissements peuvent se produire parce que le climat politico-médiatique fait la promotion des fachos-racistes.

La CGT condamne ce fichage et exige que leurs auteurs et leurs organisations soient traduits en justice.

Réforme des APL: des économies pour le gouvernement

Depuis le 1 janvier 2021, les Aides Personnalisées au Logement sont désormais recalculées tous les trimestres prenant en compte les revenus des 12 derniers mois glissants. 1.1 milliards d'économies sont réalisées par l'Etat au détriment des plus précaires. La CGT revendique : le développement d'une politique du logement adaptée aux étudiants, aux jeunes démarrant dans la vie active ; que la quittance des locataires n'excède pas 20 % des revenus, ; le retrait de la réforme des APL ainsi que la revalorisation de ces allocations ...

Congrès de l'Union Sociale pour l'Habitat

Crise du logement, plus de sans-abris, de jugements d'expulsion, de surpeuplement, de demandeurs HLM, de hausse des loyers. Toujours moins d'aides. 2017- 2020, le budget public consacré au logement a baissé de 4,3 milliards. La dépense publique représentait 2,2% du PIB en 2010, est de 1,6% en 2020.

Le congrès demande la relance du logement social et le droit au logement avec la CGT qui revendique la création d'un grand service public de l'habitat et du logement.

Le train des primeurs de nouveau sur les rails !

Après 3 ans de lutte avec la CGT, le gouvernement annonce la relance du train des primeurs Perpignan-Rungis. Son arrêt était un non-sens économique et écologique : il faut 25 000 poids-lourds pour le remplacer !

Le gouvernement a perdu 3 ans en s'obstinant dans sa logique de mise en concurrence. Cette victoire nous encourage à poursuivre le combat pour le ferroviaire, qu'il s'agisse du fret ou du transport de passagers.



Vie nouvelle

Dès la couverture, ce n°225 porte les indispensables convergences actifs-retraités...

Le dossier sur sortir de l'impasse climatique est clair...

On peut éviter le pire sans impacter nos fins de mois. On peut réduire le bilan carbone de notre assiette sans se priver.

Et Sébastien Menesplier propose une transition énergétique pour un futur plus désirable !

INTERNATIONAL

Hong Kong CTU

Le gouvernement hongkongais contraint HKCTU à lancer un processus de dissolution. La CGT appelle à l'arrêt des intimidations et poursuites contre les syndicalistes, à la libération de celles et ceux emprisonnés. La Chine et Hongkong doivent respecter la convention 87 de l'OIT, abroger la loi de sécurité nationale qui supprime les droits à la liberté de réunion et d'expression.